

Bureau du 11 mai 2022

L'an deux mille vingt deux, le onze mai à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président

CHESEL Pascal, 3^{ème} Vice-président

DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente

Absents/excusés :

BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Pascal CHESEL

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 4 mai 2022

Délibération affichée le :

Point n°1 – Demande d'aide financière pour l'opération sur le torrent de la Fiolaz à Châtel

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président délégué à la Gestion des Eaux et des Milieux Aquatiques, rapporteur, rappelle aux membres du bureau que :

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 11 juillet 2019, approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels, il a été précisé que le syndicat est habilité à exercer par délégation la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, habilitant le SIAC à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant les trois conventions à intervenir avec Thonon Agglomération, la Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance et la Communauté de Communes du Haut-Chablais, déléguant au SIAC la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations liées aux opérations de travaux prévues au contrat de rivières, parmi lesquelles les travaux de restauration et de protection contre les inondations sur le torrent de la Fiolaz, sur la commune de Châtel.

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action B2-9 « Opérations de protection contre les risques et de restauration sur le torrent de La Fiolaz à Châtel » du volet B2 du contrat de rivières, ayant pour objectif la réduction des aléas et la vulnérabilité à l'origine des risques dans le respect du bon fonctionnement des milieux aquatiques et la restauration du transit des flux hydro-sédimentaires,

Monsieur Gil THOMAS, rapporteur, expose aux membres de l'assemblée :

L'opération de protection contre les risques et de restauration sur le torrent de La Fiolaz à Châtel a été confiée au SIAC en 2019, les aménagements sont répartis en deux tranches contiguës.

La première tranche de travaux, située au lieu-dit La Bechigne, a pour objectif de protéger des bâtiments présents en rive gauche du cours d'eau menacés par l'érosion et de rétablir le transit sédimentaire au niveau du tronçon. Ces travaux ont été réalisés en 2020.

La deuxième tranche, localisée au niveau de la confluence du torrent avec la Dranse, a pour objectif de limiter les risques d'inondation engendrés par des problèmes d'engravement et de détournement du lit.

Les travaux prévus en tranche 1 (95m) consistent en :

- la suppression d'un peigne à flottants,
 - le remplacement d'un ouvrage de franchissement type cadre par un ouvrage type pont à culées et tablier.
 - un confortement du torrent sur 95 m de long par des enrochements sur le fond du lit et des berges,
- Les travaux prévus en tranche 2 (85m) consistent en :
- la création d'un chenal modifiant le tracé du torrent au niveau de la confluence.
 - le confortement du lit et des berges en enrochements sur 50 m,
 - la création d'une protection supplémentaire contre l'incision au niveau de la traversée d'une canalisation d'eaux usées,

Pour l'ensemble de l'opération, l'enveloppe financière prévisionnelle est de 429 058,15 €HT. Cette enveloppe globale comprend les études, les travaux et les honoraires de maîtrise d'œuvre associés aux travaux, elle est estimée à partir des dépenses réelles de la tranche 1 et de l'estimation de la tranche 2.

	Montant en €HT
Tranche 1	282 258,15
Tranche 2	146 800,00
Total	429 058,15

Des subventions sont attendues de la part de l'Agence de l'Eau et du Département de la Haute-Savoie. Les travaux relatifs à la construction du nouveau pont (76 100 €HT) ne sont pas éligibles aux subventions. La subvention de l'Agence de l'Eau relative à la tranche 1 a déjà été demandée et notifiée. Considérant les taux prévisionnels de subvention estimés dans la fiche action B2-9 de l'avenant au contrat de rivières, le plan de financement proposé de l'opération est le suivant :

	Montant en €HT	Subvention AE		Subvention CD74		CCPEVA	
		taux	Montant en €HT	taux	Montant en €HT	taux	Montant en €HT
Tranche 1 Subventionné	206 158,15	50 %	103 079,08	30 %	61 847,45	20 %	41 231,63
Tranche 1 non subventionné	76 100,00	0 %	0,00	0 %	0,00	100%	76 100,00
Tranche 2	146 800,00	50 %	73 400,00	30 %	44 040,00	20 %	29 360,00
Total	429 058,15		176 479,08		105 887,45		146 691,63


Par la convention sus-citée la CCPEVA délègue au SIAC les missions de solliciter les financements des partenaires, d'obtenir le versement des aides à son intention et de produire toutes les pièces afférentes.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** la Présidente à solliciter les différents partenaires financiers et notamment l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) pour financer l'opération précisée ci-dessus,
- **AUTORISE** la Présidente à réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention des financements.



La Présidente,


 Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.